



**Breuillet**

## **CONVENTION D'HABITATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL**

**A titre exceptionnel et transitoire,  
précaire et révocable**

Entre les soussignés :

**La ville de Breuillet, représentée par son Maire, Madame Véronique MAYEUR**, en exercice, agissant en vertu de la délibération n°2020 I 31 en date du 23 juin 2020 relative à la délégation au Maire pour la durée de son mandat en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

d'une part,

Et,

**Monsieur Igor STEFANOVSKYI Igor et Madame Oksana STEFANOVSKYI**

Domiciliés : 20 rue des Ecoles – 91650 BREUILLET

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### **1- OBJET DE LA CONVENTION**

Considérant la situation précaire de Monsieur Igor STEFANOVSKYI et Madame Oksana STEFANOVSKYI accueillis en France dans le cadre de la guerre en Ukraine, la commune de Breuillet leur concède à titre exceptionnel et transitoire un logement sis 20 rue des Ecoles en remplacement de la précédente convention d'occupation.

Les bénéficiaires ont demandé l'autorisation du maintien de l'occupation d'un logement de type F2 sus Groupe Scolaire Camille Magné, 20 rue des Ecoles, à Breuillet (91650), appartenant à la commune de Breuillet.

Mis en ligne le 07/04/2025 à 15h53

**REÇU EN PREFECTURE**

le 02/04/2025

Application agréée Eledalle.com

22\_C0-091-269100285-20250313-2025\_025\_AG

## 2- DESIGNATION

Ce logement F2 est situé au premier étage. Il est meublé et comprend :

Entrée, 1 salon, 1 chambre, 1 cuisine, 1 salle d'eau, meubles, vaisselle, linge de lit.

Initialement réservé à l'hébergement d'urgence, il fait partie du domaine public communal.

## 3- DUREE

La présente convention prendra effet à compter du **1<sup>er</sup> avril 2025**.

Elle est consentie à titre précaire et révocable.

Elle est conclue jusqu'au **31 août 2025**.

## 4- CHARGES ET CONDITIONS

L'occupation se poursuivra aux charges et conditions suivantes :

- Les clefs ont été remises à la date d'effet de l'entrée dans les lieux initiale en mars 2022. Toute duplication des clefs par l'occupant a été strictement interdite. En cas de nécessité, elle fera l'objet d'une demande écrite adressée au Maire de la commune.
- L'occupant devra entretenir les lieux en bon état et avertir immédiatement le propriétaire de toutes réparations à sa charge qui pourraient devenir nécessaires.
- Pendant la durée de la convention, l'occupant se reconnaît civilement responsable des conséquences de l'usage des locaux et devra faire assurer et maintenir toutes les installations, le mobilier contre l'incendie, les explosions, le dégât des eaux, ainsi que le recours des voisins et des tiers. Ces polices devront comporter une renonciation expresse à tous recours contre le concédant. Elle devra en justifier, ainsi que l'acquit des primes, à toute réquisition du concédant.
- Les dépenses afférentes au téléphone, gaz, électricité sont à la charge directe de l'occupant. Il lui appartient donc de souscrire les contrats d'abonnements nécessaires et de payer en conséquence les consommations ou communications correspondantes. L'entretien de la chaudière est assuré par un prestataire désigné par la commune.
- Les dépenses d'eau sont à la charge de l'occupant et lui seront refacturées directement par la Mairie chaque trimestre. Un relevé des compteurs d'eau sera fait sur visite des services techniques le 1<sup>er</sup> janvier de l'année (ou entrée dans les lieux). Le locataire s'engage à relever lui-même le compteur d'eau le 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre et envoyer une photo datée de celui-ci à [st@ville-breuillet.fr](mailto:st@ville-breuillet.fr) en précisant son nom et adresse.
- La présente convention est strictement personnelle à l'occupant, toute cession, sous-location, comme toute occupation par un tiers, à quelque titre que ce soit, même à titre gratuit ou sous forme de location-gérance est strictement interdite.

Mis en ligne le 07/04/2025 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 02/04/2025

Page 2 sur 4  
Application agréée E-legalité.com

22\_C0-091-269100285-20250313-2025\_025\_AG

- Lors de la restitution des locaux à la ville soit à l'issue de la convention, soit pour un tout autre motif, l'occupant devra laisser les lieux qui ont été mis à sa disposition en bon état d'entretien et débarrassés de tout effet personnel.

## 5- REDEVANCE / LOYER

La présente occupation est autorisée, compte tenu de son caractère précaire et révocable, moyennant une **redevance mensuelle nette de 204 €** payable avant le 5<sup>er</sup> jour de chaque mois à la caisse du receveur municipal, 22-24 rue Debertrand à DOURDAN (B.P. 106 – 91416 DOURDAN Cedex).

Le locataire s'oblige à payer le loyer en début de mois à Monsieur le Percepteur de Dourdan (à l'ordre du Trésor Public).

La redevance sera encaissée au profit du budget général de la Ville. Cette redevance est révisable chaque année en fonction de la variation annuelle de l'indice national du coût de la construction publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), l'indice de référence étant la dernière valeur moyenne publiée à la date de révision de base, le départ étant fixé en rapport à la valeur locatives des locaux similaires.

En sus de la redevance, le locataire acquittera le droit de bail.

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les intérêts au taux légal courront de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois seront comptés pour trente jours et les fractions de mois négligées. En cas de difficulté avec le bénéficiaire, la commune pourra procéder à son expulsion en vertu d'une simple ordonnance de référé, sans que les offres ultérieures de payer ces indemnités échues ou l'exécution postérieure des stipulations non observées puissent arrêter l'effet des mesures prévues ci-dessus.

## 6- CLAUSE RESOLUTOIRE

**La présente convention d'occupation précaire sera résiliée de plein droit à la date du terme de l'occupation.**

Elle sera résiliée en cas de manquement graves aux obligations stipulées dans la convention, après une mise en demeure restée sans effet pendant une période de 48 heures.

## 7- ETAT DES LIEUX

Le jour de la signature de la précédente convention en mars 2023, il a été dressé un état des lieux d'entrée, signé par chacune des deux parties. Cet état des lieux sera annexé à la présente.

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la restitution du logement.

Le bénéficiaire ne pourra modifier en aucun cas l'état des lieux sans l'accord préalable et formel du Maire.

Il s'engage à laisser les agents de la commune visiter l'immeuble en vue d'en constater l'état et de vérifier que sa destination est bien respectée.




## 8- LITIGE

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, le Tribunal administratif de Versailles sera saisi.

Les parties reconnaissent que la présente convention est un contrat de droit privé d'occupation temporaire, précaire et révocable, qu'il déroge pour les articles 10-15 1 et 17, aux dispositions de la loi n°89.452 du 6 juillet 1989 conformément à son article 40.

**Fait à Breuillet, le 13 mars 2025**

(2 exemplaires originaux)

	Le Maire,  Mme Véronique MAYEUR	L'occupant,  Igor STEFANOVSKIY
---	--	--